

Journée école morte à la rentrée dans ce village près de Neufchâtel-en-Bray

Deux ans après une mobilisation contre la fermeture d'une des trois classes de l'école à Callengeville, une nouvelle action est prévue le lundi 11 mars 2024.



Une classe est menacée de fermeture à Challengeville.

Il y a parfois des histoires qui se répètent. Après l'annonce d'une prévision de fermeture d'une des trois classes de l'école de Callengeville, près de Neufchâtel-en-Bray (Seine-Maritime) pour la rentrée scolaire prochaine, élus et parents ont décidé d'occuper la cour et appellent les habitants à les rejoindre ce lundi 11 mars 2024.

Tous les niveaux pour deux classes

"Pas de car, pas de cantine, pas de garderie" font savoir les responsables de cette action. "Nous vous demandons de ne pas scolariser vos enfants ce jour-là et de vous rejoindre à nous pour ma-

nifester votre mécontentement", peut-on lire sur un courrier adressé à la population.

Par cette mesure, si elle est confirmée d'ici la rentrée par le rectorat, il resterait donc deux classes dès le mois de septembre. Deux classes pour une cinquantaine d'élèves et pour l'ensemble des niveaux, de la petite section de maternelle au CM2.

Une fermeture de classe contestée

Une situation jugée inconcevable par les élus et parents. "Nous étions sur la tangente, mais je reste quand même très surpris par cette décision. Cela me tracasse beaucoup. De plus, j'ai l'impression que le monde rural n'est la lotie à la même enseigne que les villes où il y a des écoles à 15 enfants par classe" tempête le maire, Philippe Pelletier.

Pour la rentrée prochaine, il est à ce jour prévu un effectif de 50 élèves.

Toutefois, nous avons un couple avec deux enfants qui doit s'installer, ainsi que peut-être une autre famille.

Situation houleuse en 2022

Pour rappel, cette situation avait déjà eu lieu en 2022 et avait fait parler. En effet, alors qu'ils bloquaient l'école de leur commune, vers 21 h 30, les parents d'élèves et élus de Callengeville avaient été invités par la gendarmerie à quitter les lieux. Les organisateurs de cette mobilisation avaient même été accusés de séquestration des enseignantes.

Olivier Wambecke, directeur de l'académie de Rouen à l'époque, nous avait confié : "Occuper une école avec les enseignantes le soir, je désapprouve totalement ces agissements. D'ailleurs, les enseignantes étaient-elles d'accord ou pas ? Étaient-elles retenues contre leur gré ? Personne ne peut soutenir ce genre de démarche. Le Parquet de Dieppe a ouvert une enquête à ce sujet".

[Mobilisation à l'école de Callengeville : le directeur académique dénonce ces méthodes](#)

Cette réaction n'avait pas été du goût du député Sébastien Jumel : "Nous tenons à rappeler le droit des parents, des élus à défendre la ruralité, mais aussi à rappeler que les enseignantes ont strictement observé leur devoir de neutralité".